***LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES
EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE***

DÉCISION

Affaire intéressant une demande de révision des faits relatifs à une violation de la disposition 138(2)a) du *Règlement sur la santé des animaux*, alléguée par l'intimée et à la demande du requérant conformément à l'alinéa 9(2)c) de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

L'Oiselier de St-Bernard Inc., requérant

- et -

Agence canadienne d'inspection des aliments, intimée

LE MEMBRE P. ANNIS

Décision

Après avoir tenu une audience et examiné les observations écrites des parties, y compris le rapport de l'intimée, la Commission statue, par ordonnance, que le requérant a commis la violation alléguée et qu'il est tenu de verser à l'intimée la somme de 2 000 \$ à titre de sanction pécuniaire dans les 30 jours suivant la signification de la présente décision.

MOTIFS

L'avis de violation en date du 6 janvier 2005, allègue que le requérant le 2 juin 2004 à Vallée-Jonction, dans la province de Québec, a commis une violation à savoir : « A fait charger et transporter un porc par véhicule moteur qui, pour des raisons d'infirmité, de maladie, de blessure, de fatigue ou pour toute autre cause, ne pouvait pas être transporté sans souffrances indues au cours du voyage prévu», contrairement à la disposition 138(2)a) du *Règlement sur la santé des animaux*.

138(2) Sous réserve du paragraphe (3), il est interdit de charger ou de faire charger, ou de transporter ou de faire transporter, à bord d'un wagon de chemin de fer, d'un véhicule à moteur, d'un aéronef ou d'un navire un animal :

a) qui, pour des raisons d'infirmité, de maladie, de blessure, de fatigue ou pour toute autre cause, ne peut être transporté sans souffrances indues au cours du voyage prévu;

Dans ce contexte, « indues » a été défini par la Cour d'appel fédérale dans l'affaire *Procureur général du Canada c. Porcherie des Cèdres Inc.*, [2005] C.A.F. 59, comme signifiant « injustifiées » ou « déraisonnables ». La Cour est venue à la conclusion que le chargement et le transport d'un animal blessé (et donc souffrant) ne pourra que causer à cet animal des souffrances injustifiées ou déraisonnables, ce qui serait contraire aux objectifs du *Règlement*.

Subséquemment, dans l'affaire *Agence canadienne d'inspection des aliments c. Samson*, [2005] C.A.F. 235, la Cour a résumé sa position de la façon suivante :

[Traduction] La disposition prévoit qu'un animal ne doit pas être transporté lorsque, compte tenu de sa condition, le transport pourrait lui causer des souffrances indues. Autrement dit, on ne peut ajouter aux souffrances d'un animal blessé en les transportant. De ce point de vue, toute souffrance causée par le transport constitue une souffrance indue. Cette interprétation est conforme à l'objectif de la loi habilitante, à savoir la promotion du traitement sans cruauté des animaux.

La Commission est d'avis que la Cour n'a pas eu l'intention de supprimer le seuil pour déterminer ce qui constitue des souffrances indues, mais qu'elle envisageait d'élargir le cadre des situations dans lesquelles les souffrances sont jugées indues.

Cette conclusion est appuyée par le fait que le libellé de la disposition établit clairement que ce ne sont pas toutes les raisons « d'infirmité, de maladie, de blessure, de fatigue ou pour toute autre cause » qui constitueront des souffrances susceptibles de donner lieu à une violation. Si tel avait été le cas, il n'aurait pas été utile d'utiliser le mot « indues ».

Cette conclusion est appuyée aussi par le fait que ce type de violation a été qualifiée de violation « grave » aux termes du *Règlement sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

De plus, la conséquence probable de conclure qu'un animal subirait des souffrances indues est lourde. Dans la plupart des cas, l'animal devra être abattu.

Enfin, cette conclusion est conforme à la position prise par le Conseil de recherches agroalimentaires du Canada dans la partie sur les Animaux à risque, à la page 27 du *Code de pratiques recommandées pour le soin et la manipulation des animaux de ferme - Transport*, [Conseil de recherches agroalimentaires du Canada, 2001]; l'intimée s'en remet fréquemment à ce document pour déterminer qu'une violation a été commise.

La question de savoir si un animal souffrait, et donc qu'il ne pouvait être chargé ou transporté sans souffrances indues au cours du voyage prévu, est une question de fait qui doit être tranchée dans chaque cas en fonction de la condition de l'animal à ce moment-là et les circonstances entourant le voyage prévu.

Cette affaire a été entendue tout de suite après l'examen de la cause *Transport M.J. Marcoux Inc. c. ACIA*; les mêmes avocats représentaient les parties.

Le requérant a indiqué qu'il présentait à la Commission les mêmes arguments que dans le dossier susmentionné. Par conséquent, le requérant n'a pas tenté de contester les éléments de preuve relatifs à l'état de santé de l'animal en question, un porc qui a été transporté de l'élevage du requérant à l'abattoir Olymel.

Selon le D^f Marc Lapierre, à qui l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a fait appel pour témoigner dans cette affaire, le porc en question avait une très grosse hernie comportant des lésions douloureuses causées par le frottement avec le sol. La hernie était si grosse qu'elle pendait jusqu'au sol et forçait l'animal à se tenir le dos rond et les pattes très droites afin d'alléger sa souffrance. Le rapport de l'ACIA contenait des photographies faisant foi de la condition de l'animal. Le D^f Lapierre a conclu que l'état de santé de l'animal lui causait des souffrances indues, que ce dernier affichait d'autres signes de détresse et qu'il ne faisait aucun doute que l'animal souffrait de sa hernie préalablement à son transport.

.../4

Même si la Commission s'est déjà questionnée dans des dossiers antérieurs quant à savoir

si les hernies congénitales causent autant de souffrance que d'autres infirmités, il est persuadé, compte tenu des preuves déposées devant lui, que l'animal souffrait indûment et qu'il n'était donc pas apte à être transporté.

Par conséquent, la Commission estime, compte tenu des preuves déposées devant elle, que le porc ne pouvait être transporté durant le trajet prévu sans souffrir indûment et conclut que le requérant a commis une infraction à l'alinéa 138(2)a) du *Règlement* tel qu'énoncé dans l'Avis d'infraction.

Fait à Ottawa le 8 novembre 2005.

Peter Annis Membre